

Alain
Minc



L'après-crise
est commencé



Gallimard

© *Éditions Gallimard, 1982.*

Extrait de la publication

INTRODUCTION

Après ?

Le pire est devant nous mais la crise est sans doute passée. Malgré une économie qui se referme comme un étau, nous entrons dans l'après-crise au rythme des mutations d'une société qui s'adapte plus spontanément à une relative rareté que nos habitudes mentales et nos concepts.

La crise n'est en effet ni une panne temporaire du système productif, comme le pensent les libéraux classiques, ni l'occasion privilégiée d'une mutation de l'appareil de production susceptible de déboucher à terme sur une nouvelle croissance. Dans un cas, le jeu du marché est supposé assurer le rétablissement des grands agrégats, et, partant, les conditions de l'expansion ; dans l'autre, une révolution technologique, en l'occurrence l'informatique, porte en elle les germes de gains de productivité tels qu'ils doivent gager la croissance et le plein emploi. Démarches, toutes deux, marquées au coin du vieil optimisme des économistes, convaincus qu'à quelques perturbations près, la croissance est un état naturel de l'économie. Elles font fi du jeu de la société, considérée dans un cas comme neutre, dans le second comme suffisamment plastique pour se mouler sur les impératifs du progrès technologique ; elles traduisent son expulsion du champ d'une économie politique devenue prisonnière de sa fascination pour les chiffres et de sa confusion avec la politique économique.

Or, nous entrons dans l'après-crise, parce qu'il n'y a pas eu de crise, ou du moins de crise au sens d'un choc traumatique et inattendu, qui manifesterait à sa façon la fatalité en économie. L'envolée des prix pétroliers nous sert davantage de symbole

cathartique sur lequel nous nous libérons de nos angoisses, qu'elle n'a constitué la cause prédominante de la fin de la croissance : celle-ci était inscrite dans les chromosomes d'un système économique qui, au fil même de l'accumulation des années de croissance, sécrétaient les anticorps qui allaient progressivement y mettre fin, créant à leur tour une spirale cumulative où les prévisions d'avant-hier sont devenues les erreurs d'hier, et les prévisions d'hier les rêves d'aujourd'hui. Certes, un jour lointain, l'économie de rareté touchera à son tour le fond, comme l'économie de croissance avait atteint dans les années soixante-dix son apogée. Mais la société, elle, ne vit pas la rareté comme un état intermédiaire et durable dans lequel elle camperait en attendant l'hypothétique retour de la croissance ; elle fait corps avec elle, se modifiant autant qu'elle la modifie. La conjonction est totale entre l'inflexion des tendances économiques et les mouvements de la société, nés pour partie en dehors d'elle, mais qu'elle accélère et amplifie.

Étrange crise, d'ailleurs, qui se déroulerait sur la toile de fond d'une société assez paisible, plutôt tournée vers ses propres problèmes qu'agitée de tensions sociales insupportables. L'identité des mots finit par occulter la réalité des faits : à trop parler de crise, on croit revivre un mimodrame douillet des années trente. Existe-t-il pourtant situations plus dissemblables ? Les années trente ont sans doute constitué la dernière crise de sociétés encore pauvres ; alors qu'aujourd'hui se joue, en apparence, la première crise de sociétés riches qui, en socialisant les dommages, essaient de s'offrir une assurance tous risques. Certes, à défaut de naître dans les spasmes, l'après-crise se modèle dans l'inversion des relations entre l'économie et la société : alors que la période de prospérité avait accéléré le mouvement d'« économisation » de la société, au point d'en subvertir toutes ses manifestations, aujourd'hui la roue se met à tourner à rebours, la « socialisation » de l'économie avançant désormais au même rythme que la rareté. La société ne cesse en effet de s'évader du moule économique : ici, en laissant affleurer les vieux sédiments qui constituent le granit social de ce pays ; là en s'ébattant en dehors des rapports marchands traditionnels ; ailleurs, en faisant naître des solidarités de défenses si structurées qu'elles pèsent plus lourd sur le fonctionnement de la machine économique que quelques points

de taux d'intérêt ou de cours de changes. La prospérité conduisait au « tout économique » ; la pénurie nous rapproche en partie du « tout social ».

Les relations entre l'État, le marché et la société civile en sont profondément bouleversées, mais d'une manière aujourd'hui très indéterminée. Ce peut être l'enlisement sous-productif et corporatiste ou l'apparition d'un modèle social dont les contradictions apparentes traduisent la souplesse : à la fois plus et moins d'État, un marché avec lequel on ruse dans sa dimension internationale mais qui devient un régulateur social, et une société civile dont les aspirations sont reprises au vol. La première postulation n'est pas la plus probable : elle poursuit tendanciellement le déclin d'une Europe, d'ores et déjà, en lisière de l'économie-monde. La deuxième relève de cette part d'utopie sociale qui s'ancre dans le réel par accident ou au détour des ruses de l'histoire. L'après-crise se joue en fait dans la capacité de la société de développer sa polymorphie à la place des surplus qu'engendrait la croissance.

La science économique ne nous est pas d'un grand secours pour analyser ces mouvements intimes et simultanés de la société et de l'économie. Son appareil conceptuel glisse sur la réalité, à force d'avoir cherché à l'insérer dans le jeu sans fin des agrégats et des enchaînements économétriques. Ce sont davantage les concepts des sciences humaines et en particulier de l'histoire du temps long qui fournissent quelques instruments d'approche : juste retour des choses qui profite à son tour à l'économie, dont les méthodes et les techniques avaient, en son temps, facilité l'aggiornamento des sciences humaines. Certes, tout exercice qui vise à transfuser quelques concepts hors de leur champ naturel s'accompagne d'outrecuidance, puisqu'il faut forcer, voire tordre, la pensée des « nouveaux maîtres », et de superficialité puisque cela suppose de jouer avec des concepts comme avec une boîte à outils. Cet essai rapide ne manque donc ni de l'une, ni de l'autre. De même y reconnaîtra-t-on, comme l'exige la loi du genre, un réseau d'assonances et de complicités intellectuelles, en particulier dans le droit fil des travaux menés en leur temps avec Simon Nora.

*

La nasse se resserre d'année en année : la croissance ne cesse d'atteindre des niveaux tendanciellement plus faibles et le chô-

mage de croître sans limite. Il nous prend en tenaille à travers deux contraintes. L'une, majeure à court terme, peut-être moins lourde à long terme, tient au déséquilibre croissant des comptes extérieurs dans un système volatil de changes flottants : le déficit aggrave la dépréciation qui, elle-même, accroît le déficit, cercle vicieux qui abaisse à chaque fois le niveau de croissance compatible avec l'équilibre de la balance des paiements. L'autre, mineure dans l'instant, mais décisive à long terme, tient au déficit croissant de l'État-providence : celui-ci, qui a rusé avec les réalités pour éviter le poids de la récession, devra solder les traites sans provision, autre que l'inflation, qu'il a tirées sur l'avenir ; il est condamné dans sa forme actuelle, sous peine de geler progressivement tout le système économique.

Il n'y aura de salut ni dans la révolution informatique — elle n'apportera aucun miracle et alourdira, à son corps défendant, le chômage —, ni dans un sursaut de l'Europe : celle-ci dérive désormais loin du cœur d'une économie-monde, qui se déplace aujourd'hui de l'univers atlantique au Pacifique, comme autrefois de Venise à Amsterdam.

L'équation est donc sans solution économique, aujourd'hui et demain. L'économie de rareté où nous entrons n'appelle qu'un pis-aller : le partage. Partage des ressources rares, c'est-à-dire partage du travail productif, des revenus primaires et du revenu socialisé. Mais, dans une économie complexe, le partage ne se décrète ni ne se négocie entre les forces sociales dominantes : il se fait dans le travail que la société est capable d'effectuer sur elle-même.

*

La société française vit cette mutation, tiraillée entre trois pôles. Le premier vient du fond des temps : ce sont les pesanteurs traditionnelles qui ont conservé à la France les traits d'un pays précapitaliste et préindustriel, même aux plus beaux moments de la croissance. L'éternelle raison du rentier est là, en surplomb de la vie économique. Hystérésis de la mentalité rurale, relation pusillanime à l'argent, goût sans limite des biens réels et en particulier de l'immobilier, méfiance vis-à-vis de l'acte industriel, peur de l'affrontement social : autant de réflexes appuyés sur des

forces sociales traditionnelles qui ont su se transformer en corporatismes puissants. Ce pays, sans tradition libérale et authentiquement capitaliste, n'a pas eu le temps de se la fabriquer quand l'expansion « huilait » la vie sociale ; il ne le fera guère sous la contrainte de la rareté.

Le second pôle est lui aussi synonyme de rigidité : il tient à la résistible ascension du social-corporatisme. Les néo-corporatismes salariaux n'ont rien à envier aux vieux corporatismes rentiers : ils sont partis pour quadriller la société de l'an 2000, comme ceux-ci quadrillaient la société bourgeoise. Accroissement des rigidités, des statuts et des garanties en tout genre : tout est bon, y compris de prendre la société en otage, pour préserver les avantages acquis et repousser sur autrui le poids de la rareté. Le mistigri, à force de passer de catégorie en catégorie, finit par aboutir dans les mains d'un nouveau « lumpen-salariat » incapable de se protéger et de se transformer en force de pression. A la différence des autres, il ne parvient pas à créer ce dialogue bilatéral avec l'État, parangon du social-corporatisme, qui consiste à lui demander de garantir des avantages que le jeu naturel de l'économie n'octroie plus.

Le troisième pôle traduit à sa façon le vieux principe qui voit dans l'accroissement spontané des espaces de liberté la réaction de la société devant la pression croissante des forces de rigidité. La France connaît enfin une société civile en liberté. Mutation des comportements, transformation du système de valeurs, développement d'un nouveau tissu social, changement de la relation au travail, apparition d'un nouvel âge de la vie, essor sans limite de l'économie informelle : les symboles sont nombreux d'une explosion libertaire qui traduit l'adaptabilité de la société et sa manière de faire corps avec l'économie de rareté. Elle témoigne de sa capacité à répondre par la polymorphie aux contraintes économiques.

*

Mais la dynamique sociale n'est pas telle qu'à une économie de crise répondrait, sans tension, ni ajustement de l'appareil institutionnel, une société sans crise. Comme dans toutes les grandes mutations économiques, l'agencement se modifie entre

les trois figures de l'imaginaire social que sont l'État, le marché, la société civile.

La société polymorphe, clé de l'après-crise, exige paradoxalement davantage d'État et davantage de marché, c'est-à-dire une inversion de nos habitudes institutionnelles : un État qui soit présent là où il était absent et un marché qui régule désormais ce qui lui était jusqu'à présent interdit.

L'univers économique mondial est devenu un champ de forces où s'affrontent des dinosaures industriels. Chaque pays ne cesse de ruser avec le marché, afin de mieux armer ses entreprises pour cette bataille. L'État a désormais la vocation d'un bouclier industriel, même s'il demeure inapte à produire : le complexe étato-industriel se renforce partout, suivant des formes qui doivent beaucoup à l'idiosyncrasie des uns et des autres. Elle se manifeste en France par les nationalisations : vieille résurgence d'un saint-simonisme français qui, pour ruser, lui aussi, avec le marché, table sur l'étrange cosmographie féodale qui s'établit entre l'État et ses grandes entreprises.

Mais si l'État bouclier industriel cherche à atténuer le choc du marché, là où il était écrasant, le marché a en revanche vocation à redevenir un régulateur dans l'univers du social dont il était banni : démarche iconoclaste qui passe évidemment par une réhabilitation préalable. Seule, une dose de marché peut en effet contribuer à enrayer le processus d'accumulation bureaucratique qui, nourri des surplus de la croissance, a succédé au mode d'accumulation capitaliste. La crise de l'État-providence laisse le choix entre une autolimitation brutale et aveugle par la voie réglementaire et une correction plus douce et spontanée en laissant le marché assurer un minimum d'allocation, dès lors que les grands risques sociaux demeurent totalement couverts. Cela suppose une mutation du système social et postule en particulier la fin de la trinité exclusive — service public, collectif et non marchand. Paradoxe des paradoxes : au terme de ce processus, le marché aura sans doute été le seul instrument susceptible d'étendre le champ des consommations sociales, que la détresse financière de l'État-providence conduirait au contraire à restreindre.

Un État bouclier industriel, un marché régulateur social : ce sont les termes d'une inversion qui participe du mouvement vers

la société polymorphe. Celle-ci s'exprime certes dans la polyphonie des valeurs, et dans le morcellement des conflits qui constituent son suc naturel, mais elle ne peut faire l'économie d'une mue institutionnelle, sauf à contourner les institutions en place, les ignorer ou à l'occasion les subvertir. Mue institutionnelle d'autant moins naturelle qu'elle s'identifie à un étrange précipité idéologique : une démarche « étato-libertaire ». L'après-crise sera en effet étato-libertaire ou ne sera pas : défi majeur, pour nos habitudes idéologiques, que d'accepter cette alliance des contraires sans verser collectivement dans la schizophrénie.

I

L'Histoire à la rescousse de l'économie

La science économique vit au-dessus de ses moyens. Quelle autre discipline a la même vocation hégémonique ? Forte de son statut scientifique, elle ne se limite pas à la théorie mais aspire à représenter le réel et, à travers le bras séculier qu'elle trouve dans la politique économique, à le modeler. Ni les mathématiques, ni la physique, ni la chimie n'ont jamais manifesté de telles ambitions : elles se sont contentées de satisfaire leurs propres normes et non de tenir les deux extrémités d'une chaîne qui va de l'abstraction au quotidien. Cette vocation hégémonique s'est, de plus, doublée pour l'économie d'une fonction incantatoire : quand il pleut, l'astrophysique ne fait pas figure d'accusée ; une explosion arrive-t-elle, la chimie n'est pas mise en cause ; une révolution se produit-elle, la sociologie n'est pas accusée d'impéritie. La science économique, elle, joue en apparence sa crédibilité à chaque dérive de l'économie : on attend d'elle miracles, remèdes et solutions. Ce rôle incantatoire est à la mesure du clergé multiforme qui sert l'économie : il réunit indifféremment experts, journalistes économiques, universitaires et se trouve relayé par une infinité de clerics qui vont des technocrates et des praticiens de l'action publique aux innombrables gestionnaires du monde des affaires : autant de relais qui assurent la diffusion de la vulgate.

Cette marée montante ne s'est pas accompagnée de percées conceptuelles. Depuis Marx, Ricardo et Keynes, tout semble avoir été dit, leurs héritiers répétant davantage qu'ils n'innovent. Malgré la montée en ligne de centaines de milliers d'économistes,

les trente dernières années n'ont vu apparaître aucune théorie nouvelle. Le monétarisme peut difficilement prétendre à la novation, lui qui fait des gammes économétriques sur le vieux refrain quantitativiste. Quant aux post-keynésiens, comme Samuelson et Robinson, ils n'ont jamais cherché à créer, mais à adapter intelligemment la doctrine. Quelques éclairs, de-ci, de-là, sur les marches de l'économie, grâce à des travaux sur les structures comme ceux de François Perroux. Pour le reste, rien : les jurés du Nobel d'économie paraissent chaque année bien en mal de lauréats et remettent déjà, après une décennie, leurs pas dans les mêmes sentiers, tandis que leurs collègues en charge de la physique et de la médecine ont bien des difficultés à trier entre les prétendants.

Le recensement des trous béants de la théorie économique ne laisse pas d'impressionner. S'étant depuis l'origine située sur le versant des sciences exactes, elle n'a cessé d'aspirer à la représentation mathématique en espérant qu'à l'instar de la physique, elle y trouverait un adjuvant et non un langage appauvri. Or, le jeu des instruments mathématiques répond mal à une réalité économique dans laquelle les facteurs de hasard ne peuvent s'identifier au principe d'indétermination d'Heisenberg, dès lors qu'ils résultent de comportements collectifs difficilement réductibles à une équation.

La science économique ne cesse de vivre sur un modèle d'une extrême pauvreté théorique avec deux facteurs de production, le capital et le travail, ce qui la met hors d'état par exemple d'analyser le facteur énergétique autrement que comme un élément inflationniste, comparable par ses effets à n'importe quelle autre augmentation de coût. De même, ne peut-elle étudier les conséquences du progrès technologique qu'à travers les mécanismes d'accumulation du capital, sans tenir compte des jaillissements imprévisibles comme la révolution de l'informatique et de l'automatisation industrielle. Il en résulte une inaptitude majeure à traiter de la productivité : celle-ci apparaît comme un solde calculé à partir du niveau de production et des masses de capital et de travail mises en jeu. Lorsque la démarche se veut plus empirique, comme l'ont fait Carré, Dubois, Malinvaud, dans leur analyse des composantes de la croissance française, elle aboutit à ce résultat en forme d'aveu : plus de 50 % du

progrès annuel de productivité demeure inexpliqué et est imputé à l'actif d'un facteur pudiquement baptisé « autre ». Jamais, la relation entre l'investissement et la productivité n'a pu faire l'objet d'une analyse claire.

A ces lacunes, vieilles de plusieurs décennies, s'ajoute une nouvelle infirmité, dès lors que les nouvelles structures économiques ne prennent leur signification que dans un cadre international. La science économique est demeurée tout entière concentrée sur les phénomènes internes et l'inventaire de ses apports à l'analyse des problèmes internationaux se réduit à quelques vieux poncifs : les réflexions ricardiennes sur la spécialisation internationale ou l'analyse des effets des dévaluations dans un système de changes fixes. Les grandes théories ont exclusivement traité la dimension internationale à travers les flux commerciaux, de sorte que les exportations et les importations constituent des emplois et des ressources peu différents des agrégats internes. Face à l'avènement des changes flottants, la théorie est demeurée muette, se contentant de mettre en avant la vieille « main invisible » grâce à laquelle les taux de change devaient s'aligner instantanément sur les différentiels d'inflation : elle n'a jamais su expliquer pourquoi certaines monnaies se dépréciaient ou se revalorisaient au-delà de ce qu'exigeaient les taux internes d'inflation ; de même n'a-t-elle jamais mesuré l'impact des grands mouvements spéculatifs autrement que par de grossières références à l'évolution de la masse monétaire.

De manière plus générale, l'économie a toujours eu maille à partir avec les comportements des agents économiques : ainsi n'a-t-on jamais su comment les individus réagiraient à une diminution de leurs impôts, en épargnant ou en consommant ? Il n'y a guère pourtant de relance sans lever cette incertitude : ainsi, en 1964, en pleine vague keynésienne, tous les économistes américains ont vu leurs schémas mis à mal par un petit grain de sable de liberté individuelle qui a voulu que les ménages fassent exactement l'inverse de ce qu'on attendait d'eux. Dix-sept années plus tard le problème se pose dans les mêmes termes : les nouveaux théoriciens de l'offre supposent que le surcroît de revenu dont vont bénéficier les ménages américains à la suite des diminutions d'impôts décidées par l'administration Reagan s'investira dans les activités les plus productives. Seule leur assu-

rance, voire leur arrogance, tient lieu, sur ce sujet, de savoir. Et encore s'agit-il d'un comportement simple, dont la manifestation est binaire, épargner ou consommer. Que dire des silences de la science économique devant des problèmes plus complexes, comme l'inflation ? Ni la thèse monétariste — la croissance de la masse monétaire secrète l'inflation —, ni l'analyse par la demande, ni la théorie du partage de la valeur ajoutée, ne permettent d'expliquer comment l'inflation peut aller du simple au double entre des pays aussi semblables que l'Allemagne et la France. Il ne reste d'autre échappatoire que de se référer aux comportements collectifs, au traumatisme des années 1923-1924 pour les Allemands, ou à la peur traditionnelle des Français devant le chômage. Ce sont de piètres réponses et davantage l'aveu d'une impuissance qu'une brillante échappatoire vers un savoir sociologique complémentaire.

Le fonctionnement du marché du travail n'est guère mieux appréhendé que l'inflation. La pensée économique a toujours considéré l'emploi comme un solde macro-économique : le libéralisme y est pour beaucoup, qui n'a cessé de traiter le travail à l'instar des autres biens soumis au jeu mécanique du marché ; le keynésianisme n'a fait que renforcer cette tendance en liant de manière univoque le chômage à la faiblesse de la demande. Impossible, dans ces conditions, de rendre compte sur le plan théorique des mutations actuelles : diversification des formes de travail ; segmentation du marché du travail ; sécrétion d'une économie souterraine ; effets d'entraînement différents des offres d'emplois industriels ou tertiaires.

Autant d'insuffisances qui auraient conduit la science économique à la faillite ou à un aggiornamento forcé, si elle n'avait pu s'abriter derrière l'essor des modèles économétriques. Nés de la rencontre entre les techniques statistiques et les possibilités de traitements informatiques, ils offrent un espace sans limite au raffinement et à la sophistication. La multiplication des équations et des variables (500, 1 500, 6 000...), l'entrecroisement des bouclages et des sous-modèles, l'addition des variantes nourrissent un sentiment scientifique aigu de faire tourner le système économique comme à la parade.

Quelle illusion ne donneraient pas des outils qui, sur la base d'une hausse de 0,25 % du taux d'épargne, indiquent les répercus-

sions sur les autres agrégats jusqu'à la deuxième décimale ! L'essor de la modélisation dessine un savoir empirique aussi riche qu'immobile, à l'image d'un appareil statistique qui reproduit le passé avec un raffinement croissant sans rupture ni mutation. Ce serait un grief absurde de reprocher aux modèles leur incapacité de prévoir l'envolée des prix pétroliers. C'est en revanche une faiblesse fondamentale de ne pouvoir prendre en compte les modifications du comportement des agents économiques et de demeurer muet devant le basculement massif d'une donnée.

Mais au-delà de leurs propres limites, les modèles exercent un effet pervers sur l'ensemble de la science économique : distillant une conception pointilliste et fausement scientifique de l'économie, ils inhibent la recherche. Toute percée novatrice suppose un risque et tout risque signifie une approximation : cette démarche semble bien archaïque, quand les ordinateurs restituent une illusion de la réalité avec une telle précision.

Impuissance créatrice ou inhibition : l'incapacité de l'économie à se renouveler va à l'encontre des attentes qu'elle suscite. Il ne lui reste, dès lors, d'autre issue que de se réfugier dans les fougades théoriques. Ainsi voit-on surgir, le temps d'une ou de plusieurs saisons, une idée chatoyante et souvent erronée, dont le destin naturel serait de disparaître sans crier gare, si, dans l'entre-temps, elle n'avait influencé la politique économique. Les premiers mois de 1974 ont vu de la sorte germer une nouvelle théorie suivant laquelle l'excès d'investissement engendrait l'inflation. Née d'une confusion malheureusement traditionnelle entre une corrélation statistique et une relation de cause à effet, cette théorie s'est muée en politique économique dès le plan Fourcade de juin 1974 : il en est résulté un ensemble de mesures destinées à pénaliser l'investissement industriel, au moment où les autres pays réagissaient à l'apparition de la crise en accélérant au contraire leurs investissements. De même a-t-on vu naître un an plus tard une idée qui a fait heureusement long feu et suivant laquelle le seul moyen d'enrayer la montée du chômage aurait consisté à favoriser les industries à forte main-d'œuvre aux dépens des secteurs capitalistes. L'engouement monétariste relève, à certains égards, du même processus collectif : il réapparaît avec la force d'un mythe, dès que s'épuisent des pratiques trop tempérées de pragmatisme. Ainsi la brutalité des méthodes

de M^{me} Thatcher risque-t-elle de tuer sous l'électrochoc monétaire une économie britannique que les potions de M. Callaghan, aiguillonné par les experts du Fonds monétaire international, commençaient en 1978 à guérir.

Exception faite de ces accidents théoriques, la science économique envahit la société d'une abondance de signes et de messages, sans charrier de véritable « signifiant » : chacun de gloser, chaque jour, sur des phénomènes ponctuels liés à la vie de l'entreprise, à la bourse, au marché des changes, puis de les englober dans des schémas aussi vagues que l'économie de marché ou l'interventionnisme public dont la signification n'a cessé de se réduire au rythme de l'ambition qui les a saisis de tout vouloir résumer.

Face à un univers conceptuel aussi incertain, la pratique économique a souvent tendance à s'émanciper, ne cherchant qu'en elle-même ses propres expériences. Dégagée du jargon, des modèles et de son vernis technocratique, elle se réduit à quelques règles sommaires qui n'ont — aveu coupable — guère progressé depuis quarante ans. Que connaissons-nous de l'influence de la masse monétaire sur l'inflation, hormis le fait — expérimentalement vérifié — qu'une progression excessive l'aggravera ? Mais à partir de quel niveau ? N'y voyant goutte, nous nous fixons des règles à la mesure de notre ignorance, pour limiter la croissance de la masse monétaire au prorata de celle du produit national brut : autant dire que, par peur d'effets mal maîtrisés, nous nous donnons un impératif d'immobilisme. Que savons-nous, de même, des effets réels du déficit budgétaire ? Guère plus que Poincaré ou Clémentel dont les interventions à la relecture apparaissent à peine moins étayées que les propos de M. Barre ou de M. Delors. Comme il y a cinquante ans, les incantations à la rigueur ou au volontarisme budgétaires cherchent à masquer par la force du vocabulaire, l'imprécision technique. Et encore, une fois citées les actions monétaires et budgétaires, avons-nous fait le tour de l'essentiel des instruments économiques. Le reste, politique des revenus, contrôle des prix, « action sur les structures », relève d'interventions sectorielles ou de mesures d'urgence, d'autant moins novatrices qu'elles ont été surtout utilisées pendant les périodes de guerre. Ainsi la politique économique se ramène-t-elle à « visser », avec une plus ou moins grande intensité, les trois ou

L'après-crise est commencé

Des idées directrices et des stratégies, c'est ce dont le pays et le pouvoir ont aujourd'hui le plus besoin. Celles que propose Alain Minc, co-auteur du célèbre rapport sur l'informatisation de la société et industriel de gauche de la jeune génération, ont le mérite rare d'appuyer des principes d'action sur un diagnostic d'expert :

Le pire est devant nous, mais la crise est pourtant dépassée. Le déclin économique de l'Europe est inévitable et nous condamne à un âge de rareté qu'aucun miracle technologique ne nous épargnera. Mais nous sommes déjà dans l'*après-crise*. Il se dessine au rythme des transformations qu'une société de plus en plus diversifiée s'impose à elle-même, malgré les vieux réflexes rentiers qui ont toujours empêché la France d'être un pays vraiment capitaliste, malgré les poussées du social-corporatisme défensif. Il se joue dans la capacité de la société à gérer sa propre effervescence à la place des surplus que dégageait la croissance.

L'*après-crise* exige paradoxalement *d'avantage d'État* - pour mieux ruser avec les lois du marché économique mondial et servir de bouclier industriel -, *d'avantage de marché* - seule issue à l'emballement des dépenses publiques et aux impasses de l'État-providence -, *d'avantage de société civile* - seul facteur de rééquilibrage spontané auquel doit s'adapter le jeu institutionnel.

La philosophie qui se dégage de ce plaidoyer étato-libertaire pour une société polymorphe suppose une inversion des priorités : la société d'abord, non l'économie. Alain Minc esquisse, en praticien, un rapport nouveau de l'économique, du social et du politique qu'ici et là économistes, philosophes et historiens s'efforcent de définir et de penser.

Alain Minc

Né en 1949, Alain Minc, inspecteur des finances, est actuellement directeur financier du groupe Saint-Gobain et chargé de conférences et de hautes études en sciences sociales.



82-XI

A 23361

ISBN 2-07-023361-8

Extrait de la publication

